

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°590 / décembre 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2019

Léger ralentissement de l'activité, malgré quelques signaux positifs

Contraction du climat des affaires

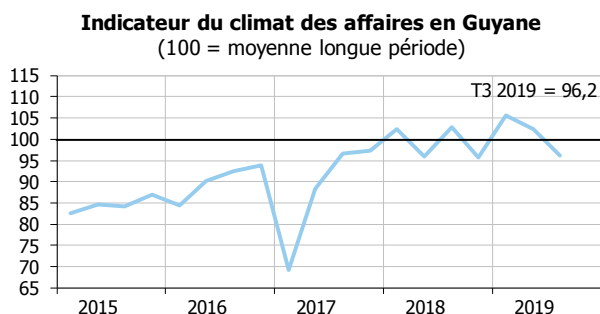
Au troisième trimestre, l'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) diminue de 6,2 points pour s'établir à 96,2 points. L'appréciation des chefs d'entreprise continue d'osciller à des niveaux proches de la moyenne de long terme, ce qui retranscrit une conjoncture stable à un niveau neutre.

La contraction de l'ICA provient principalement de l'appréciation négative de l'activité du trimestre écoulé. Les prévisions du prochain trimestre sont également mal orientées, avec une crainte sur les niveaux de trésorerie. En revanche, une légère hausse de l'activité est anticipée par les chefs d'entreprise.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A (-1,7 %, CVS au troisième trimestre) et de personnes physiques interdites bancaires (-2,9 %) baisse depuis plusieurs trimestres.

Au troisième trimestre, la trésorerie des entreprises se maintient malgré la baisse d'activité constatée et la hausse des charges. Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise demeurent dégradées.

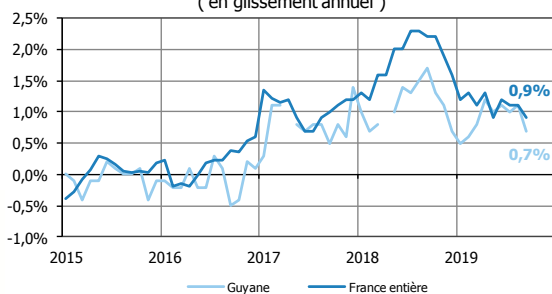
Les échanges commerciaux ralentissent ce trimestre : la consommation des ménages s'est stabilisée (+0,2 % d'importations de biens de consommation durables et non durables, CVS) et les importations de biens d'investissements ont diminué (-6,3 %, CVS).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Baisse des prix au troisième trimestre

Évolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Selon l'Insee, au mois de septembre 2019, l'indice des prix à la consommation diminue de 0,6 % par rapport à fin juin dernier.

Cette baisse s'explique par l'évolution des prix de l'énergie (-3,9 %) des services (-0,6 %) — dont les services de transport qui diminuent de 13,9 % — et des produits manufacturés (-0,3 %). Seuls les prix de l'alimentation augmentent (+0,7 %).

Sur un an, les prix progressent de 0,7 %. De nouveau, les prix des produits manufacturés diminuent (-1,1 %) alors que les prix des services (+1,1 %), de l'énergie (+0,6 %), de l'alimentation (+2,6 %) augmentent.

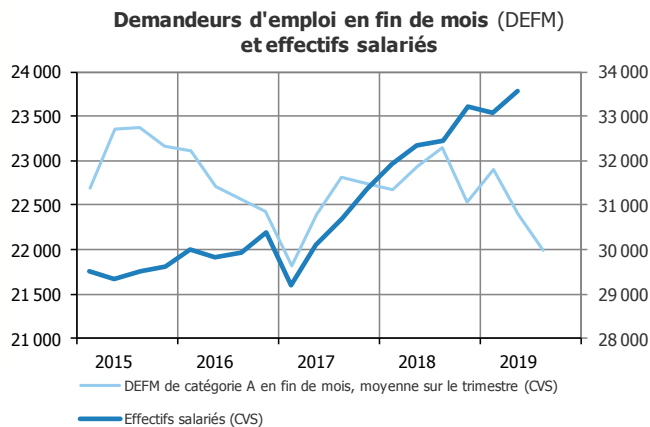
Cette variation annuelle de 0,7 % est proche de celle observée en Guadeloupe et en Martinique (0,8 %), et équivalente à La Réunion (0,7 %). En France, les prix ont augmenté de 0,9 % en un an.

Nouveau recul des DEFM A

Au troisième trimestre, 22 000 demandeurs d'emploi de catégories A sont inscrits à Pôle emploi, soit une diminution de 1,7 % sur le trimestre et de 2,5 % sur l'année (CVS).

Cette baisse concerne les demandeurs d'emploi entre 25 et 49 ans (-2,2 %), et ceux de 50 ans et plus (-2,1 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans augmente de 0,6 % et constitue 14 % des DEFM A.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue en Guadeloupe (-1,0 %), à La Réunion (-1,4 %), alors qu'ils augmentent en Martinique (+0,6 %). En France, les DEFM A baissent de 0,9 % sur le trimestre et de 2,0 % en glissement annuel.

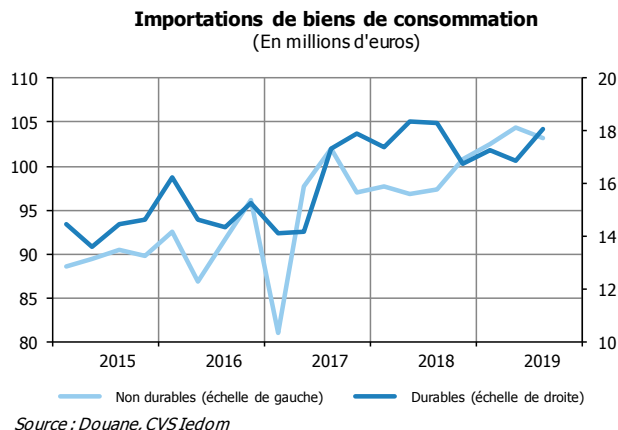


Une consommation des ménages stable, et des indicateurs de fragilité contrastés

Les importations de biens de consommation (durables et non durables) se stabilisent au troisième trimestre à 121,3 millions d'euros (+0,2 %, CVS). Seuls les biens de consommation durables ont augmenté de 6,6 % à 18,1 M€ (CVS), alors que les biens de consommation non durables ont reculé de 0,8 % à 103,3 M€ (CVS).

Les importations de véhicules de tourisme augmentent en glissement annuel de 3,4 %, et représentent 21,2 M€ ce trimestre. Les crédits à la consommation (242,3 M€) et à l'habitat (935,3 M€) ont respectivement augmenté de 4,3 % et 2,9 %.

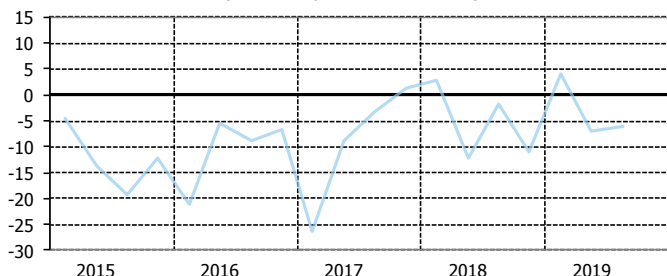
S'agissant des ménages fragiles, au troisième trimestre, le montant du revenu de solidarité active (RSA) versé atteint 38,9 M€ (+4,9 % ce trimestre et +9,1 % sur un an). En Guyane, il est versé à 22 049 bénéficiaires (+7,4 % en glissement annuel), majoritairement des femmes seules avec enfants (55,2 %), permettant à 65 347 personnes (bénéficiaires et leur famille) de subsister. Sur ces 22 049 bénéficiaires, environ 28 % ont moins de 30 ans.



Le nombre d'interdits bancaires de personnes physiques confirme sa tendance baissière (-10,5 % sur un an et -2,9 % au 3^e trimestre 2019), tandis que le nombre de retraits de cartes bancaires augmente significativement (+20,4 % sur le trimestre, à 401). Les dossiers de surendettement déposés augmentent également, 81 contre 73 au trimestre précédent.

Des prévisions d'investissement mal orientées

Prévisions d'investissement
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise demeurent dégradées. Dans la plupart des secteurs d'activité, les professionnels sont plutôt pessimistes sur leurs projections d'investissement. Seuls les secteurs primaire et du commerce montrent des intentions positives.

Au troisième trimestre, les importations de biens d'investissement diminuent de 6,3 % à 124,0 M€ (CVS). De même, les encours bancaires des crédits d'investissement augmentent de 2,0 % à 709,7 millions d'euros au deuxième trimestre.

Les créations d'entreprises en Guyane poursuivent leur dynamisme avec 479 nouveaux établissements au 3^e trimestre 2019 (+2,8 %, CVS). Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire diminue également de 1,4 % à 855. Malgré ces bons signaux, d'autres indicateurs illustrent la fragilité de certaines entreprises, notamment les impayés sur effets de commerce qui augmentent en nombre et en volume (+152,9 % à 0,7 M€), un niveau qui n'a pas été observé depuis la fin de l'année 2017.

Des échanges extérieurs en retrait

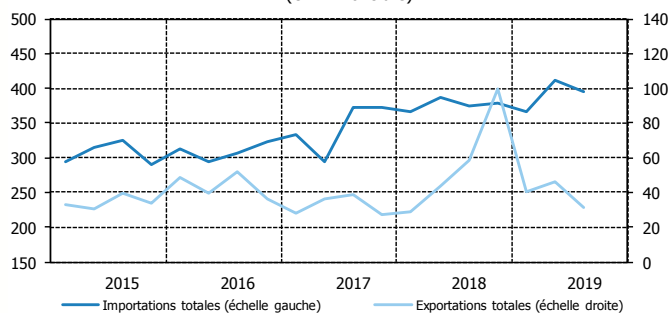
Après avoir augmenté au trimestre dernier, les importations diminuent de 3,8 % (CVS) pour s'établir à 395,8 millions d'euros. Cette évolution s'explique notamment par la forte volatilité des imports de gazole (30 M€ contre 52 M€ au trimestre précédent).

Les importations totales sont essentiellement constituées de biens de consommation durables et non durables (30,6 %) et de biens d'investissement (à 31,3 %), une répartition proche de celle observée les derniers trimestres.

Les exportations diminuent également pour atteindre 31,2 M€ sur le trimestre (-32,1 %, CVS). Cette baisse est principalement imputable aux matériaux d'optique et aux exportations aurifères. Le montant des exportations de métaux précieux recule de 15 % et s'établit à 9,6 millions d'euros, soit 249 (CVS).

Au troisième trimestre, 52 % des produits importés proviennent de France hors DOM, 15 % de l'Union européenne (hors France), et 11 % de la Martinique et de la Guadeloupe. Seuls 3 % des importations viennent d'Amérique du Sud. Les exportations se dirigent majoritairement en France (67 %) et au sein de l'Union européenne hors France (15 %). L'Amérique du Sud ne représente qu'un pour cent des exportations, principalement à destination du Surinam et du Brésil.

Importations et exportations totales (CVS)
(en millions d'€)

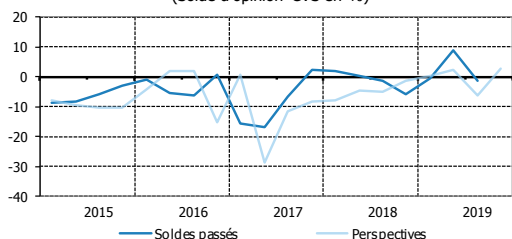


Source : Douanes

Contraction de l'activité dans tous les secteurs

Au troisième trimestre, une baisse modérée de l'activité et une dégradation des charges sont constatées par les chefs d'entreprise. Cependant, les délais de paiement poursuivent leur amélioration permettant à la trésorerie de résister. Les crédits mobilisés progressent de 1,6 % au troisième trimestre, et de 8,4 % sur un an se portant à 2 061 millions d'euros (SCR¹).

Activité du secteur des services marchands
(Solde d'opinion CVS en %)



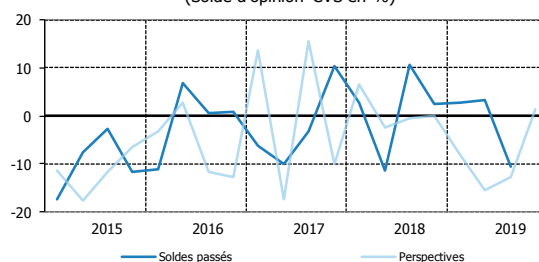
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Après avoir augmenté au trimestre dernier, l'activité du secteur des services marchands se stabilise. La trésorerie se maintient sous l'effet de l'amélioration des délais de paiement.

Les encours de crédits mobilisés relatifs au commerce progressent de 0,6 % à 102,8 millions d'euros. S'agissant de l'activité spatiale, 7 tirs ont été effectués depuis janvier, dont 2 ce trimestre, permettant la mise en orbite de 13 satellites.

L'activité du secteur touristique se dégrade en revanche au troisième trimestre. Les baisses du nombre de nuitées hôtelières (-7,9 %, CVS) et de passagers à l'aéroport (-1,8 %, CVS) semblent confirmer un ralentissement de l'activité. Dans ce contexte, les professionnels sont moins enclins à investir au cours des douze prochains mois. Néanmoins, les encours de crédits mobilisés continuent d'augmenter (+1,6 %) sur le trimestre, pour s'établir à 29,3 millions d'euros (SCR).

Activité du secteur du tourisme
(Solde d'opinion CVS en %)

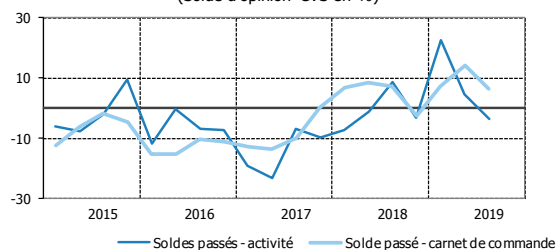


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Dans le secteur du BTP, la trésorerie se maintient, malgré la légère baisse d'activité. Le carnet de commandes continue de se remplir ce troisième trimestre, proposant des perspectives au secteur. Cependant, la période électorale à venir pourrait ralentir la concrétisation des projets.

Les ventes de ciment diminuent de 7,0 % à 18 890 tonnes ce trimestre (CVS), en revanche les importations d'éléments en métal pour la construction progressent de 8,4 % à 2 529 tonnes (CVS). Le secteur de la construction voit ses encours de crédit mobilisé se stabiliser (+1,1 % à 124,2 M€) après avoir sensiblement augmenté au trimestre dernier (+13,1 %, SCR).

Activité et carnet de commande du secteur du BTP
(Solde d'opinion CVS en %)

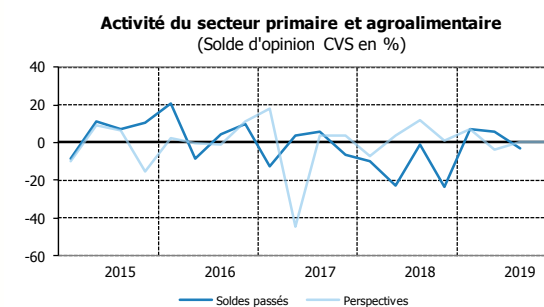


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

¹ Service central des risques (SCR) de la Banque de France permettant de connaître l'évolution de l'endettement global de la clientèle des entreprises et des collectivités déclaré par les établissements de crédit.

L'activité du secteur primaire et des industries agroalimentaires diminue légèrement au troisième trimestre. L'allongement des délais de paiement n'entame pas la consolidation de la trésorerie.

Entre fin juin et fin septembre, les importations de bovins et de porcins ont augmenté de 2,4 % à 1 161 tonnes (CVS). À l'inverse, les importations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture diminuent de 6,6 % à 4,9 M€ (CVS). Concernant les encours de crédits mobilisés des secteurs primaires et industriels, ils s'élèvent respectivement à 9,9 millions d'euros (+6,4 %, SCR) et 132,5 millions d'euros (+4,9 %, SCR).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La conjoncture régionale et internationale

LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEMEURE PEU DYNAMIQUE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2019, soit son plus bas niveau depuis 2008-09. Ce rythme a été revu à la baisse de 0,2 point par rapport aux perspectives de juillet, en lien avec la montée des tensions commerciales et géopolitiques qui se répercutent sur la confiance des chefs d'entreprise, les décisions d'investissement et le commerce mondial. Les politiques monétaires, rendues plus accommodantes aux États-Unis et dans de nombreux pays avancés et émergents, ont permis d'amortir l'impact de ces tensions sur les marchés financiers. Pour 2020, le FMI anticipe une croissance mondiale de 3,4 %, soit une révision à la baisse de 0,1 point par rapport à juillet.

Aux États-Unis, la hausse du PIB s'est élevée à 0,5 % au troisième trimestre 2019 (en variation trimestrielle), soit la même progression qu'au trimestre précédent. La consommation privée, stimulée par les mesures de relance du gouvernement, demeure le principal moteur de la croissance. Sur l'ensemble de l'année 2019, le FMI anticipe une croissance de 2,4 % qui ralentirait à 2,1 % pour l'année 2020.

Dans la zone euro, le PIB a continué de progresser de 0,2 % entre juillet et septembre, soit le même rythme qu'au deuxième trimestre. Le taux d'inflation s'est établi à 0,8 % à fin septembre, soit un net ralentissement par rapport à fin juin (+1,3%). Le taux de chômage se maintient quant à lui à 7,5 % dans la zone, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon le FMI, la croissance du PIB devrait s'élever à 1,2 % en 2019 et à 1,4 % en 2020. Pour rappel, elle avait atteint 1,9 % en 2018.

Au troisième trimestre, le PIB de la France a enregistré une croissance identique aux deux trimestres précédents : +0,3 %. La consommation des ménages accélère légèrement sur la période tandis que l'investissement ralentit. Pour les années 2019 et 2020, la Banque de France anticipe une hausse du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, la croissance a nettement ralenti au troisième trimestre (+0,1 % après +0,4 %). Les tensions commerciales mondiales sont à l'origine du fléchissement des exportations japonaises. La consommation privée est également orientée à la baisse tandis que l'investissement reste robuste. Le FMI anticipe une croissance de 0,9 % en 2019 puis de 0,5 % en 2020.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance devrait ralentir en 2019 (+3,9 % après +4,5 % en 2018) avant de rebondir en 2020 (+4,6 %) grâce au retour d'une croissance plus dynamique en Inde, au Brésil ou en Russie et à une récession moins marquée dans plusieurs pays émergents en difficulté (Turquie, Argentine, Iran). En Chine, la croissance a été revue à la baisse (+6,1 % en 2019, +5,8 % en 2020) suite aux tensions commerciales avec les États-Unis et au ralentissement de la demande intérieure lié aux mesures prises pour maîtriser la dette.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 novembre 2019.

DES MOUVEMENTS SOCIAUX DE GRANDE AMPLIEUR AU CHILI ET EN ÉQUATEUR

En Équateur, l'annonce des mesures d'un programme d'austérité co-élaboré par le gouvernement et le FMI a provoqué une grave crise sociale. Le doublement des prix du carburant a mobilisé les agriculteurs et la population indigène, qui s'est déplacée en masse vers Quito. Les manifestations ont provoqué la délocalisation temporaire du gouvernement vers Guayaquil, deuxième ville du pays. Un accord conclu le 13 octobre, entre le pouvoir et les représentants du mouvement indigène, a permis de calmer la situation. Le décret provoquant l'augmentation des prix du pétrole a été retiré. Le bilan est de 8 morts et près de 1300 blessés.

Le Chili connaît une situation analogue. Suite à l'annonce d'une hausse de prix du ticket de transport en commun à Santiago, le pays assiste à des manifestations massives. Le 18 octobre, le Président Piñera a décrété l'état d'urgence, accompagné d'un couvre-feu et du déploiement de 20 000 soldats. Devant la mobilisation, le gouvernement a annoncé, le 22 octobre, une série de mesures visant à réduire les inégalités et à augmenter le pouvoir d'achat des plus modestes. Malgré cela, le mouvement social continu et les syndicats ont appelé à la grève générale. Les protestataires réclament notamment une réforme profonde du système de retraite par capitalisation. Le bilan provisoire est lourd : l'institut national des droits humains a compté 18 morts et 269 blessés.

Sources : https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/bilan-de-la-crise-en-equateur-8-morts-1-340-blesses_2103415.html
<https://www.ouest-france.fr/monde/chili/chili-au-coeur-de-la-contestation-sociale-l-arnaque-du-systeme-de-retraites-6582054>